

général, et continuer de seconder ses efforts et d'appuyer le processus dans lequel il s'est engagé.

Il est à mon avis approprié et dans ce cas-ci essentiel que l'OEA collabore avec les Nations Unies pour permettre à la communauté internationale de se servir d'outils qui ne sont pas à la portée d'organisations régionales. Lors de notre dernière réunion en décembre, nous avons adopté la Résolution 4/92 qui mandatait notre Secrétaire général «à explorer la possibilité et l'opportunité de soulever la situation haïtienne à l'attention du Conseil de sécurité des Nations Unies afin de permettre l'application globale d'un embargo commercial» telle que demandée par l'OEA. Nous maintenons toujours cette Résolution et appuyons fermement les efforts continus de M. Caputo, en tant qu'envoyé des deux secrétaires généraux.

Tous ses voisins l'ont reconnu, la situation actuelle en Haïti constitue une menace pour la paix et l'ordre dans cette région. Des centaines de milliers d'Haïtiens, jeunes et vieux, ont cherché refuge ailleurs. Ils veulent échapper à un ensemble d'éléments qui rendent insupportable la vie dans leur pays. Cette conjoncture est le résultat du traitement cruel et arbitraire qu'a subi, pendant des années, un peuple littéralement tenu dans l'esclavage. Faut-il le rappeler, peu d'entre eux ont fui leur pays après l'élection du président Aristide, mais on estime à 400 000 le nombre d'Haïtiens qui ont quitté la capitale après le coup d'État.

C'est pourquoi mon gouvernement affirme, à l'instar du président Aristide, qu'un embargo total constitue la seule méthode dont nous disposons pour en finir rapidement avec cette situation tragique -- si nous prenons fermement les mesures qui s'imposent.

C'est seulement en démontrant notre vive détermination commune que ceux qui détiennent le pouvoir en Haïti comprendront qu'il n'existe aucune autre solution que la paix négociée qu'offre la communauté internationale.

Laissez-moi vous assurer que le Canada demeurera tout aussi dévoué à la cause du régime démocratique en Haïti, car c'est ce qu'attendent de nous les Canadiens et la majorité des Haïtiens.

Nous croyons que la démocratie est essentielle au développement et nous ne pouvons désormais envisager aucune coopération future avec Haïti, ni aucun autre pays, sans tenir compte des droits de la personne.